

Pour chasser Macron du pouvoir, vote classe contre classe : pas une voix pour les candidats des partis bourgeois, LREM-LR-RN-Zemmour !

Quels sont les enjeux de l'élection présidentielle de 2022 pour la classe ouvrière ?

Après cinq de présidence Macron marquée par les multiples attaques contre les droits des travailleurs et contre les libertés, la répression contre les Gilets Jaunes, les mesures erratiques contre l'épidémie COVID, et maintenant le baroud d'honneur dans le conflit ukrainien, comment s'opposer à sa réélection pour un 2^e mandat qui lui donnerait les mains libres encore cinq ans ?

La fin de ce premier mandat est marquée par l'invasion de l'Ukraine par Poutine. Mais les puissances impérialistes occidentales ne sont pas en reste puisque la militarisation de l'Europe s'est intensifiée depuis les années 1990 et l'extension de l'OTAN en Europe de l'Est : 12 anciens membres du « bloc soviétique » y ont été intégrés. Le prochain sur la liste était précisément l'Ukraine. Cette guerre de rapine pour le contrôle des terres et des ressources réduit le peuple ukrainien à la misère.

Les gesticulations de Macron dans ce conflit ne doivent pas faire oublier que l'impérialisme français a envoyé des troupes dans les États africains pour tenter de maintenir son contrôle sur les ressources de ces territoires. Les effets catastrophiques de ces interventions militaires conduisent les populations à se mobiliser contre la présence française qui soutient des pouvoirs dictatoriaux à sa botte.

Mais si Macron a réussi une opération d'union nationale sur l'Ukraine, il n'a pu rassembler les courants de la bourgeoisie française qui reste très divisée sur les moyens de défendre ses intérêts et d'affronter la classe ouvrière. Néanmoins, d'après les sondages, les 6 candidats bourgeois représentent plus de 72 % des intentions de votes.

Et malgré le rejet des classes populaires de la politique de Macron, l'incurie des partis issus du mouvement ouvrier n'a pas permis de le chasser du pouvoir ; leur division extrême peut même lui ouvrir un boulevard pour un second mandat.

Le Parti socialiste paye encore aujourd'hui ses nombreuses trahisons et les 5 ans de gouvernement Hollande. EELV, implantés dans les métropoles, n'offre pas une perspective ouvrière : son projet écologique n'attaque en rien le système, pire, les solutions proposées ont pour objectif de relancer l'économie du profit. Alors que les partis « d'extrême gauche » participent de la division et ne percent pas, la candidature du PCF – comme celle du PS - n'a pour but que de diviser et de permettre la réélection de Macron. LFI commence à prendre la place de la social-démocratie avec un programme qui ne remet pas en cause la propriété privée des moyens de production. Dans ces conditions, comment pourrait-il satisfaire toutes les promesses annoncées ?

Dans cette situation, la classe ouvrière, désorientée et sans perspective, ne parvient pas à se mobiliser massivement, d'autant que la multiplication des journées d'action syndicales disloque toute mobilisation générale.

Faire barrage à la bourgeoisie : vote classe contre classe

Empêcher les partis bourgeois de conserver le pouvoir est une nécessité pour la classe ouvrière. Les Le Pen, Zemmour, Péresse et Macron n'auront de cesse de concasser les conquêtes ouvrières pour faire baisser la valeur de la force de travail par tous les moyens : allongement de la durée de travail pour la

retraite, baisse du salaire différé (cotisations sécurité sociale) au nom de la baisse des charges (voir de faire augmenter le pouvoir d'achat) ...

Le premier objectif est de défaire tous les candidats de la bourgeoisie par un vote classe contre classe : pas une voix pour les candidats des partis bourgeois !

Il faut virer Macron : en l'absence de candidat révolutionnaire à même de l'emporter, Mélenchon est le mieux placé à gauche pour faire barrage aux Macron, Le Pen, Zemmour, Péresse. La victoire d'un candidat bourgeois assommerait les salariés et inciterait le patronat à aller plus loin encore dans la satisfaction de ses revendications. A l'inverse, une victoire d'un candidat ouvrier enclencherait une dynamique qui pourrait amener les travailleurs à engager le combat pour imposer leurs revendications à un gouvernement de front unique.

Ainsi réaffirmons nos revendications comme par exemple

- retrait des troupes militaires françaises d'Europe, d'Afrique, du Moyen-Orient / démilitarisation / arrêt de la prolifération nucléaire / démantèlement de l'OTAN ! Accueil des migrants, ouverture des frontières, droit d'asile illimité
- A bas l'état d'urgence !
- Contre la précarité, un seul contrat le CDI ; pour la défense du Code du travail, abrogation de la loi travail, interdiction des licenciements, expropriation des entreprises qui licencient ;
- Arrêt des suppressions de postes de fonctionnaires ; pour la défense du statut des fonctionnaires, pour l'ouverture massive des postes aux concours pour éviter le recours aux contrats précaires / abrogation de la loi Transformation de la FP et de l'Ordonnance du 5 décembre 2021 cassant le statut.
- Abrogation de la réforme territoriale, de la loi NOTRÉ, non aux fusions de collectivités, de la loi 3 DS
- Contre les regroupements des établissements hospitaliers, pour l'ouverture de lits répondant aux besoins, abrogation du plan Hôpital, de la loi Bachelot, expropriation des trusts pharmaceutiques !
- Non à l'autonomie des établissements de l'Éducation Nationale, à bas la réforme des lycées, arrêt de la sélection à l'université, de Parcoursup, pour la création massive de postes statutaires dans l'Éducation Nationale, gratuité de l'Éducation, fonds publics à l'école publique, fonds privés aux écoles privées, arrêt des subventions aux écoles privées !
- Fin des exonérations de cotisations patronales et leur augmentation pour combler le déficit de la Sécurité sociale ; maintien du salaire tout le temps du chômage ; indexation des allocations et des salaires sur le coût de la vie ; allocation d'étude universelle pour tous les étudiants, apprentis, jeunes chômeurs
- Retour à la retraite à 60 ans et aux 37.5 ans de cotisation avec une pension calculée sur la meilleure année • Formation professionnelle payée à 100% par les patrons
- Augmentation de l'impôt sur les sociétés et de solidarité sur la fortune (ISF), progressivité de l'impôt sur le revenu (augmentation du nombre de tranches et des taux), contre le prélèvement à la source. Suppression de la CSG et de la TVA.
- Pour un plan massif de constructions logements sociaux.

En l'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire, nous nous adressons aux travailleurs en leur disant : il faut s'organiser pour exiger des organisations qui sollicitent nos suffrages qu'elles défendent les revendications des travailleurs et de la jeunesse, qu'elles organisent pour cela la mobilisation pour battre Macron et tous les candidats de la bourgeoisie. Et, parce que nous savons qu'elles ne remettront pas en cause les bases du capitalisme, construisons ensemble le parti ouvrier révolutionnaire qui aura à son programme la prise du pouvoir pour en finir avec le capitalisme. Une politique ouvrière révolutionnaire ne se gagne pas dans les urnes car ce vote n'a pas pour objet de renverser les rapports sociaux en place : ils ne peuvent l'être que par une mobilisation générale sur un terrain de classe.

Le groupe Révoltes milite pour la construction d'un tel parti. C'est sur cette base que nous invitons les jeunes, les travailleurs, les chômeurs, les retraités à venir discuter du contenu d'un programme de défense de la classe ouvrière.